

## ONG : défis et mutations

Selon l'*Aperçu humanitaire mondial* des Nations unies, 274 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire en 2022. Elles étaient 235 millions en 2021 tandis que seuls 46 % des 38 milliards de dollars alors nécessaires pour leur venir en aide avaient effectivement été collectés et distribués. Les ONG, bras armé de l'action humanitaire, en partie réceptrices de ces fonds destinés à l'aide, doivent faire face à cet écart de couverture en hausse sans se départir de leurs valeurs ni de leur rôle moral. Elles poursuivent en effet l'indépendance financière et politique ainsi que la valorisation de l'intérêt public. Dans ce contexte, elles sont à la fois partenaires sur le terrain et concurrentes pour la captation des fonds, leurs plus grands défis demeurant la justification et l'efficacité de leurs actions.

Texte : Rémy Genet  
Illustration: Leonel Lopes



## ONG : LE B.A.-BA

Bien que les cadres légaux varient d'un pays à l'autre et qu'en France notamment, il n'existe pas de base juridique permettant d'affirmer qu'une association (loi de 1901) est, ou non, une organisation non gouvernementale, on admet généralement qu'une ONG est un organisme financé par des fonds publics ou privés, à but non lucratif, menant des actions humanitaires.

Les plus modestes d'entre elles lèvent quelques centaines, voire quelques milliers d'euros par an, tandis que les plus grandes peuvent compter sur des budgets de plusieurs centaines de millions d'euros pour fonctionner et agir. Les ONG françaises sont principalement financées par des bailleurs publics internationaux (Union européenne, Organisation des Nations unies). Les donations des citoyens français jouent ensuite un rôle majeur, suivies de celles de l'État puis du mécénat d'entreprise. Cette agrégation ne rend cependant pas compte de la diversité de fonctionnement et de financement des ONG, l'exemple le plus probant étant certainement celui de Médecins sans frontières (MSF), véritable multinationale de l'humanitaire, dont la capacité d'action dans l'urgence n'est possible que parce que plus de 98,6 % de leurs fonds sont d'origine privée. Coordination Sud, organisation de coopération des ONG françaises, estime que sur le seul territoire national, parmi les dizaines de milliers existantes, 450 disposeraient d'un « minimum d'outils de gestion » et seraient donc en mesure d'organiser leurs ressources et d'allouer leurs budgets pour planifier et mener à bien ces actions, dans l'hexagone ou à l'étranger. ►



© L'Image/From Paris

## QU'EST-CE QU'UN BON BÉNÉVOLE ?

Envie d'aider ? Vaut-il mieux donner aux ONG ou agir avec elle ? « Donner, c'est agir », répondront bon nombre d'entre elles. En tous les cas en ce qui concerne l'action internationale. Donner pour financer l'activité de professionnels dont la mission est de contribuer à éradiquer la faim dans le monde, faciliter l'accès à l'eau potable, venir en aide aux réfugiés de guerre ou soigner les victimes de catastrophes naturelles. Les administrateurs d'une ONG française (président, secrétaire général, trésorier) doivent être bénévoles selon la loi de 1901. Ce n'est pas de ces profils dont il est question ici, mais bien de tout citoyen français qui souhaiterait mettre à profit ses compétences sur le terrain : partir en Amérique du Sud, au Sahel ou en Asie du Sud-Est pour « donner de son temps » lors d'une mission humanitaire ponctuelle. C'est peu ou prou l'esprit du sans-frontiérisme des années 1960, sur la pente glissante du tiers-mondisme critiqué dès les années 1970 jusqu'à nos jours par certains professionnels et une partie de l'opinion publique.

La bonne intention des citoyens, qui souhaitent se porter volontaires pour une durée courte dans des pays moins développés que la France, renvoie en effet et malgré eux à trois imaginaires dont souhaitent s'éloigner les ONG. Premièrement, l'aide humanitaire serait à la portée de toute personne bien intentionnée. Non ; sur le terrain, la distribution de vivres, la consultation paramédicale, le recensement ou quelque autre action d'aide que ce soit requiert son lot de formation et de préparation. Deuxièmement, toutes les initiatives compteraient, aussi petites

soient-elles. Pas forcément. Quel est l'impact véritable de deux semaines d'enseignement d'une professeure des écoles ou de soins paramédicaux d'un infirmier français au Yémen ? Plus contre-intuitif encore, quel est véritablement l'impact d'un groupe d'employés envoyés deux mois par leur comité d'entreprise en Afrique pour participer à la construction d'une école ? Ce qui ne change pas structurellement les choses, qui ne remet pas dans les mains de la société civile locale les moyens de progresser de façon autonome, n'est pas forcément justifiable. L'argent que les bénévoles et l'entreprise susmentionnés investissent dans leurs déplacements et frais de séjour pourraient contribuer à des actions à plus long terme s'ils en faisaient tout simplement don à une ONG compétente. Enfin, malgré toute la bonne volonté du monde, un groupe de Français charitables se rendant en terre exotique pour « sauver » la population locale le temps d'un voyage, reste une initiative fortement teintée de leur besoin de développement personnel et de leur héritage colonialiste. L'enfer est pavé de bonnes intentions.

Les exceptions existent, bien sûr, et les ONG sont souvent confrontées à une analyse au cas par cas de l'implication éventuelle de volontaires sur le terrain à l'étranger, laquelle résulte souvent de l'urgence, du besoin de compétences très précises, introuvables dans le pays aidé, ou de l'absence de la population locale pour effectuer les tâches que les bénévoles se proposent d'accomplir. Ce peut être le cas lors d'un conflit par exemple, lorsqu'une partie de la population est réquisitionnée pour se battre.

Sur le territoire national en revanche, le recours aux bénévoles est unanimement salué, et pour cause, il a fait ses preuves. Il est exempt, aussi, de problématiques morales Nord-Sud ou d'assistanat malsain dont on se méfie

dans le cadre de missions internationales, puisque les personnes concernées s'engagent alors en France, pour une cause nationale ou internationale. Aider son prochain reste le mot d'ordre, selon la disponibilité et les compétences de chacun, et des ONG telles que les Restos du cœur, qui font constamment appel aux bénévoles pour participer à la distribution de repas, l'organisation logistique, la formation, etc.) prouvent année après année l'importance de leur action dans l'hexagone. Ils avaient distribué 142 millions de repas à 1,2 million de personnes entre 2020 et 2021.

En France, recourir aux bénévoles peut aussi servir des causes internationales. Née juste après le déclenchement de la guerre en Ukraine, *Ukrainian refugee assistance* (URA) a pu compter sur la mobilisation de centaines de bénévoles français lors de ses collectes. Le poids des symboles, enfin, est important, notamment lorsqu'une ONG mène des actions de plaidoyer. En 2022, Handicap International invitait à ce titre les citoyens à se mobiliser en venant « lancer leurs chaussures en signe d'indignation contre les bombardements des civils », pour la vingt-huitième année consécutive.

## PROFESSIONNALISATION, INDÉPENDANCE ET GÉOPOLITIQUE

Les financements destinés à l'aide humanitaire dans le monde, s'ils sont encore insuffisants pour y répondre, augmentent néanmoins. Les bailleurs publics et privés (mécénat) exigent, chaque fois plus, la traçabilité totale de leurs dons. Dans ces

conditions, la professionnalisation des ONG est nécessaire. Celles-ci renforcent ainsi ou acquièrent des compétences, salarient du personnel, améliorent leur gestion financière, parfois même leur stratégie de communication et de partenariat.

En contrepartie, et bien qu'une analyse au cas par cas soit plus juste, l'obtention de financements (publics et d'entreprise) restreint l'indépendance des ONG. Le contexte de l'appel à projets est très représentatif de la gymnastique à laquelle se soumettent ces organisations, même quand leur expertise correspond parfaitement au besoin, pour entrer dans les cases proposées par leurs bailleurs. La montée en compétence d'une ONG, son organisation et l'alourdissement de sa structure à mesure que se succèdent les projets de plus en plus conséquents, de mieux en mieux financés, constitue, paradoxalement, une seconde entorse à son indépendance. À partir de quel pourcentage de ses ressources – non attribué directement aux projets de terrain – peut-on considérer que la priorité n'est plus tout à fait donnée à la cause ? La majorité des grandes ONG françaises consacrent entre 5 % et 15 % de leurs ressources à l'administration.

Pour les entités françaises, sensibles aux questionnements relatifs à l'autonomie des pays aidés, le succès d'une action humanitaire réside bien souvent dans la disparition de son besoin, soit parce que la situation de crise prend fin, soit parce que la société civile locale est en mesure de relayer leurs initiatives. Dans la pratique cependant, un projet à succès permet bien souvent de justifier son extension et l'implication de nouveaux bailleurs, experts et associations locales. Pour une ONG de moyenne taille, l'implication de l'Agence française de développement (AFD) — entité de l'État qui cofinance des projets lancés par des organisations de société civile

(ONG, syndicat, etc.) dont le montant est supérieur à 300 000 euros — peut représenter un vrai tremplin ; sa voix est amplifiée, son spectre d'intervention également.

Avec l'implication de l'AFD cependant, comme de tout autre bailleur de fonds public, s'impose aussi et naturellement le volet diplomatique de l'action humanitaire des ONG. Sa dimension profondément politique. Plus généralement, lorsque les donateurs ne sont pas le grand public (qui se rapproche d'une association pour donner car il est déjà sensibilisé à sa cause), ils se demandent si les engagements que les ONG souhaitent insister sont en accord avec leur propre positionnement politique. La géographie de l'aide, le secteur d'intervention et le choix des partenaires locaux deviennent autant de positionnements engagés, voire militants.

## LE RENFORCEMENT DE LA LÉGITIMITÉ DES ONG DANS LA CRISE MIGRATOIRE ET SANITAIRE

Les précédents questionnements ne rendent pas le rôle des ONG moins important ni n'entravent leur légitimité. Leurs actions sont, dans l'immense majorité des cas, à saluer sans retenue. Leur mission reste prioritaire et, pourvu qu'elles sachent naviguer habilement dans les eaux mouvementées du financement, et se donner les moyens de convaincre le grand public, elles continuent de combler certains vides sociaux, humanitaires et environnementaux laissés

par les États, leurs institutions et dans une moindre mesure les acteurs privés. Aider l'humain, protéger sa vie, ses droits et de sa dignité restent le motif premier de l'action des ONG et les situations de crise renforcent cette raison d'être. Quand les États tardent à négocier et à créer le cadre légal nécessaire à leur implication et leur entente, les ONG sont déjà sur le terrain, venant en aide aux plus démunis, comprenant de l'intérieur les conséquences d'une crise et se positionnant en intermédiaire clef, informé, souvent muni d'un véhicule de plaidoyer que les gouvernements démocratiques entendent et consultent au bout du compte. Elles sont aussi, bien souvent, les premières à jouer des coudes pour poursuivre l'action humanitaire dans des zones délaissées par l'aide institutionnelle et privée, redirigée au gré de l'agenda géopolitique.

La pandémie est l'exemple contemporain le plus parlant. Dans l'Union européenne, l'argent des États s'est tout entier tourné vers l'urgence au détriment de programmes d'aide internationale. Selon Daniela Irrera, docteure en sciences politiques et relations internationales, « l'UE est dans l'incapacité de traiter la crise migratoire de façon humaine » (*Hermès, La Revue*, n°89). CNRS Éditions). L'UE a choisi « d'inciter les pays tiers à empêcher les migrants de partir pour rejoindre l'Europe. Les négociations avec le Mali, le Niger ou la Libye ont inévitablement des conséquences secondaires néfastes, comme le détournement de fonds de développement, la légitimation des régimes autoritaires et des pratiques intolérantes envers les personnes vulnérables ». Quant aux migrants, qui tentent d'échapper à ces situations par temps de crise sanitaire, ils sont automatiquement dépeints comme vecteur de propagation du ►



Consultations prénatales, clinique mobile, Soudan du Sud. © Patrick Meinhardt - ALIMA

covid-19, argumentaire alarmiste dont se repaissent les populistes.

Par conséquent, dans de nombreux pays d'habitude récepteurs de l'aide internationale, les ONG ont été les seules entités à aider la population locale à survivre durant le confinement et ont continué à fournir abris, colis alimentaires et autres biens essentiels lorsque la source institutionnelle des dons s'est tarie. Daniela Irriera rappelle encore que « selon le droit international et les principes humanitaires, les personnes en détresse doivent être

secourues et protégées, ceci même dans un contexte de pandémie ». Les ONG se donnent les moyens de respecter ces principes, quitte parfois à se mettre hors-la-loi, à l'instar de SOS Méditerranée, qui redirige ses propres navires pour suppléer aux opérations de recherche et de sauvetage de l'UE depuis 2014, au risque de se voir affublés du titre de passeur et de se voir refuser d'accoster dans certains ports.

En novembre 2022, l'arrivée de l'*Ocean Viking* dans le port de Toulon avec à son bord 230 migrants, est un

vrai signe d'espoir et le résultat d'une discussion musclée entre Paris, Rome et SOS Méditerranée. La route est encore longue pour ces demandeurs d'asile dans l'UE, mais cette opération illustre à merveille le poids diplomatique et médiatique des ONG, dont la mobilisation débouche sur l'ouverture d'un débat public et remet les États face à leurs responsabilités.



Maxime Decaens

Responsable de projet pour HAMAP-Humanitaire, ONG de solidarité internationale créée en 1999 et dont les actions s'organisent autour de quatre domaines : l'eau et l'assainissement, l'action contre les mines, l'éducation et la santé. Conçue à l'origine pour une mission, « Halte aux mines antipersonnel » (d'où son nom), l'organisation diversifie progressivement ses axes d'intervention.

#### Comment passe-t-on du déminage à l'accès à l'eau ?

Notre logique est simple : une fois les mines enlevées, il faut rebâtir. L'eau est souvent la première nécessité des populations sur le terrain après-guerre, un bien universel, sans frontière, auquel il est vital de redonner accès lorsque l'on s'attèle à reconstruire. Il y a aussi eu un effet d'aubaine en 2005 avec la ratification de la loi Oudin-Santini. En France, soudain, de nouveaux bailleurs de fonds consacraient 1 % de leur revenu à des projets humanitaires liés à l'eau.

#### Comment naissent les projets de HAMAP-Humanitaire en 2022 ?

Nous sommes sollicités par des associations ou autorités locales en Palestine, au Cambodge ou encore au Maroc, pour ne citer que des zones géographiques dans lesquelles je suis directement impliqué. Il peut s'agir de cercles d'ingénieurs constitués en association pour aider leur village, d'associations de femmes ou d'ONG locales, qui identifient des besoins et nous demandent d'évaluer leur projet, d'apporter notre expertise. On se demande d'abord s'il est réalisable d'un point de vue technique. Si oui, se pose alors la question de sa gouvernance et de sa pérennité, de son cadre légal enfin, des normes et réglementations dans le pays concerné.

#### Et vous levez donc des fonds pour le réaliser...

Tout à fait. Avec le temps, nous avons acquis une bonne compréhension de ce que nos bailleurs de fonds recherchent, de la taille des projets que nous sommes en mesure de gérer. Il n'est pas rare que nous proposons à nos partenaires de réduire la voilure de leurs ambitions ou au contraire de voir plus grand lorsque nous sommes sûrs de pouvoir rapidement mobiliser les bailleurs. Par exemple, les institutions françaises sont de plus en plus sensibles aux projets d'assainissement : si un partenaire tient un projet réalisable permettant de renforcer les capacités de sa société civile à exercer ses « compétences eau », nous lui proposerons probablement d'étendre le

cadre de son initiative à la construction de toilettes dans des écoles ou à l'amélioration de ses conditions d'épuration des eaux.

#### Quelle est votre enveloppe type ? Combien de temps dure un projet ?

Sur la soixantaine de projets en cours, la moitié liée à l'eau, l'autre aux actions contre les mines antipersonnel, je dirais qu'ils coûtent en moyenne 200 000 à 300 000 euros et s'étendent environ sur quatre ans, depuis l'identification d'un besoin jusqu'au paiement de la dernière facture. Un bon projet est un projet qui fait des petits ! Que l'on peut dupliquer ou étendre car la première étape fut un succès.

#### Qui sont les bailleurs de fonds de HAMAP-Humanitaire ?

Le même schéma se répète souvent : une collectivité territoriale française apporte environ 10 000 euros à une idée de projet que nous lui soumettons, qu'une agence de l'eau complète de façon plus conséquente mais qui exige des cofinancements, d'où la nécessité d'obtenir l'accord de la collectivité au préalable. Ces demandes peuvent s'effectuer dans le cadre d'appels à projets de ces mêmes agences (qui souhaitent mobiliser les 1 % de leur revenu selon la loi Oudin-Santini), du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères directement, ou de façon spontanée (avec une moindre chance de succès dans ce dernier cas). Il faut enfin, et c'est plus une formalité qu'autre chose, que le partenaire local prouve son investissement en ▶

Collectivité territoriale : personne morale de droit public qui exerce sur son territoire certaines compétences qui lui sont dévolues par l'État (exemple : commune, syndicat des eaux, conseil régional).

Syndicat d'eau : regroupement de collectivités territoriales

compétentes géographiquement, dont l'objectif est de mener toutes actions concernant la gestion d'un cours d'eau et de ses affluents afin d'assurer notamment le libre écoulement des eaux tout en préservant la biodiversité, et de respecter les usages et les droits d'eau tout en transcrivant sur le

terrain les orientations nationales et européennes.

Agence de l'eau : établissement public administratif de l'État, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière sous double tutelle du ministère chargé de l'environnement et sous celle du ministère chargé des





Bénin, © Amina DAHANE - HAMAP-Humanitaire

temps et/ou matériel sur ce projet. Dans les faits, cette contribution est évidente et systématique (logement des équipes, mise à contribution du personnel d'une mairie ou d'une association locale, facilitation du dialogue sur place avec tous les acteurs impliqués) mais il faut la quantifier pour que toutes les parties impliquées reconnaissent qu'il ne s'agit pas d'assistanat pur et simple.

#### Pouvez-vous résumer votre dernier projet à succès ?

Un beau projet a été clos cet été en terre berbère, au Maroc. Nous avons participé à la remise à niveau du réseau d'eau de seize villages de la vallée d'Imilchil dans l'Atlas, et étudions désormais comment subvenir aux besoins similaires de celle d'à côté. L'État n'avait plus les moyens d'intervenir et la gestion autonome du réseau par la région était à bout de souffle. Le réseau était vétuste, fuyait, les gens ne payaient plus leurs factures, les canalisations explosaient en hiver [...] Nous avons envoyé des experts sur place pour un état des lieux complet et avons constitué un dossier listant des actions correctives, le besoin de formation des équipes locales ainsi qu'un stock d'équipements de plomberie, des ordinateurs et un logiciel permettant d'automatiser et d'améliorer la gestion du réseau. L'Office national de l'électricité et de l'eau potable, acteur de référence pour le développement durable au Maroc, était impliqué.



**Guillaume Haquin**, adjoint au responsable des fonctions support de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a auparavant occupé différentes fonctions au sein des unités

Le projet a coûté 180 000 euros et l'argent ne fut pas facile à récolter, principalement parce que le Maroc, pays considéré à niveau de revenus intermédiaire, n'est pas en haut de la liste des zones en situation d'urgence humanitaire de nos bailleurs de fonds. Mais nous avions tout pour être efficaces et remettre dans les mains d'une communauté les moyens d'une gestion autonome de son réseau ! Nous avons « vendu » le projet pendant trois ans, avons finalement convaincu nos interlocuteurs et pu compter sur leur apport. Quelques collectivités d'Occitanie (Toulouse Métropole, la Région Occitanie) ont répondu à l'appel ainsi que les agences de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et Rhin-Meuse. La fondation de l'entreprise Artelia a finalement complété l'enveloppe.

finances, ressources humaines et gestion de Médecins sans frontières (MSF) et de *Norwegian refugee council* (NRC), deux ONG internationales aux modes de fonctionnement très distincts, œuvrant respectivement dans l'urgence médicale et pour la protection des droits des personnes touchées par des déplacements de population.

#### Outre leurs domaines d'actions, en quoi le fonctionnement de deux ONG comme MSF et NRC diffère-t-il, en particulier pour un responsable de fonctions de support comme vous ?

MSF a été fondé par des médecins pour faire face à l'urgence d'interventions médicales. L'essentiel de leur financement provient des dons du grand public, ce qui leur procure une vraie liberté d'action. Ils peuvent décider rapidement de construire un hôpital et poser la première pierre. Pour un spécialiste de santé mû par l'envie d'agir vite auprès de populations en difficulté, je pense que MSF propose des conditions d'aide assez uniques. Pour l'administration qui doit suivre, dont j'ai fait partie, c'est en revanche plus compliqué... car un hôpital, en pratique, ne se construit pas du jour au lendemain. Heureusement, MSF était suffisamment bien organisé pour que nous puissions, nous aussi, faire face à l'urgence. NRC a un mode de fonctionnement diamétralement opposé : leurs fonds proviennent principalement de grands bailleurs publics et de fondations, leur capacité de réponse dans l'urgence est plus limitée par le temps nécessaire pour sécuriser les

finances. Elles sont au nombre de six en France et ont pour mission d'initier, à l'échelle de leur bassin versant, une utilisation rationnelle des ressources en eau, la lutte contre la pollution et la protection des milieux aquatiques. Elles sont chargées de la coordination du Schéma directeur d'aménagement

et de gestion des eaux (SDAGE) et des Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) qui en découlent.

**Loi Oudin-Santini de 2005** : elle autorise les collectivités territoriales, les syndicats d'eau et d'assainissement, et les agences de l'eau, à consacrer jusqu'à 1 % de

leur budget eau et assainissement à des actions en faveur de l'accès à l'eau potable pour les populations défavorisées, comme creuser des puits, installer une pompe ou poser des conduites.

fonds, ce qui peut restreindre leur indépendance. Pour un profil comme le mien en revanche, la tâche y est plus complexe dans le bon sens du terme, la technicité des projets peut être anticipée et les montages financiers sont gratifiés ! Une ONG comme NRC peut tenter de se rapprocher du mode de financement d'une autre comme MSF bien que cela soit complexe et coûteux. Combien sont-ils prêts à investir dans « l'acquisition » de nouveaux donateurs individuels ? Telle est alors la vraie question. Et de fait, NRC est une grande organisation, au même titre que MSF, mais elle est bien moins connue du grand public.

#### Quel est selon vous le but ultime d'une action humanitaire ?

De prendre fin, bien sûr. L'action humanitaire n'est vraiment un succès que si sa mise en place mène à la disparition de sa nécessité, le plus tôt possible. Dans la pratique cependant, ce n'est pas toujours aussi simple. Lorsque j'étais en poste au Congo, MSF gérait un hôpital depuis déjà une vingtaine d'années et investissait plus en santé dans le pays que le gouvernement local. Difficile dans ces conditions de passer la main ! Pour prendre un autre exemple, en Irak, où j'ai également travaillé, il n'existait pas localement de psychologues suffisamment formés pouvant prendre en charge des femmes victimes de viol. L'idéal est bien d'avoir une empreinte locale et de travailler, progressivement, avec les communautés de façon à nationaliser les rôles. Mais parfois, pour reprendre l'image du serpent qui se mord la queue et l'exemple de l'hôpital, un état peut se demander pourquoi il devrait investir sachant que des ONG étrangères le font pour lui... C'est le débat du pansement et du traitement à long terme. Les bons principes se heurtent souvent à la réalité du terrain et toute ONG qui se respecte place le secours des populations locales en tête de ses priorités.



**Kevin Goldberg**, Directeur général de Solidarités International, ONG fondée en 1980, qui vient en aide aux personnes victimes de conflits, d'épidémies, de catastrophes naturelles et climatiques et d'effondrements économiques.

#### Solidarités International fait partie de ces « grandes ONG françaises », au même titre que Médecins du Monde ou Les Restos du cœur. Pourtant votre notoriété publique semble moindre. Quelle stratégie de communication mettez-vous en place pour capter l'attention du grand public et des potentiels donateurs ?

En effet, nous comptons près de 300 projets actifs par an pour plus de 4 millions de personnes secourues en 2021 et seulement 5 % des fonds que nous collectons proviennent de donateurs individuels. Nous souhaitons que cette proportion croisse. Les dons du grand public sont ceux qui nous permettent d'organiser nos actions d'urgence. Ils sont donc primordiaux et contribuent à l'indépendance et à la capacité de réaction de notre ONG.

Nos campagnes de communication sont donc plurielles : vous retrouverez nos affiches dans le métro, nos tracts vous seront tendus par de jeunes gens dans la rue, vous nous verrez passer sur les réseaux sociaux (NDLR : 20 % de la captation actuelle grand public) [...] et si vous êtes déjà donateurs, notre *Lettre d'information* nous permet de rester en contact, de vous expliquer nos actions, de vous

signifier « où va votre argent ». Nous déployons aussi des opérations de visibilité, comme au Festival interceltique de Lorient, où nous tenons des stands de distribution d'eau et prêchons le bien-fondé de nos actions.

Outre les moyens de développement mis en œuvre cependant, nous devons nous assurer de ce que nos messages reflètent bien notre identité et, à ce titre, nous mettons l'accent sur deux éléments qui permettent de nous différencier d'autres ONG avec qui nous sommes en « coopération » constante.

Notre premier pilier de communication est l'accès. Nous démontrons que nous sommes capables d'ouvrir la voie à l'aide humanitaire dans des zones coupées du monde, vers des populations que les conflits ont isolées et qui, sans notre aide, pourraient mourir. Les populations en danger mettent en place énormément de stratégies de survie par elles-mêmes, mais celles-ci ont souvent un prix : déscolarisation et travail des enfants, réduction drastique de l'alimentation et eau impropre pouvant avoir des conséquences fortes sur la santé [...] Cette année, nous sommes ainsi intervenus au Mozambique, dans une zone inaccessible depuis plus de huit mois, et faisons partie de ces quelques ONG qui facilitent l'accès des populations en danger à l'aide humanitaire en République centrafricaine. Y présenter nos activités à l'aide de documents écrits facilite le passage des barrières des miliciens.

Le second argument fort de notre communication est la technicité de notre expérience. Qu'il s'agisse d'accès à l'eau, de soutien à la production agricole et animale ou encore de génie civil, nous sommes en mesure de démontrer et de déployer un très haut niveau de complexité technique.

#### Pouvez-vous préciser le principe de « coopération » ?

Les acteurs humanitaires font tous face à deux enjeux permanents : capter des fonds et se coordonner sur le terrain pour subvenir au mieux aux ►





Réfugiés, Afghanistan, © Jacob Simkin - Solidarités International





Entretien des latrines d'urgence, © Vinabè Mounkoro - Solidarités International

besoins des populations vulnérables. Il faut éviter les projets redondants, s'assurer de venir en aide à un maximum de monde. Là encore, nous souhaitons que les bailleurs de fonds sachent que lorsque personne n'est encore allé à tel ou tel endroit, nous sommes capables de nous positionner en « ouvriers ». Et de jouer ainsi la carte de la coopération internationale à plein. Lorsque nous en avons la légitimité, nous souhaitons ainsi nous positionner comme cogestionnaire de cette coopération entre ONG. Au Liban par exemple, depuis 2014, l'UNICEF compte sur nous pour le camionnage de l'eau aux réfugiés syriens, de façon coordonnée avec d'autres acteurs locaux et internationaux. Cela nous permet également de mieux anticiper les étapes de la relation avec un bailleur de fonds donné. Nous sommes aussi en situation de « coopération » devant la « fatigue » des donateurs confrontés à des crises chroniques qui sont peu à peu reléguées au second plan par de nouveaux enjeux. Nous devons alors négocier pour qu'ils nous permettent de maintenir nos services au minimum sans mettre en danger la vie des populations qui comptent sur notre aide.

### Comment expliquez-vous la professionnalisation des ONG depuis 50 ans ?

Le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire ne cesse d'augmenter tandis que les dons effectifs à l'échelle du globe sont bien

en deçà de ceux estimés nécessaires. L'aide humanitaire est une filière à part entière. Être chef de projet ou responsable des financements publics dans une ONG requiert une vraie expertise, d'autant plus dans des conditions de restriction budgétaire. L'audit des bailleurs de fonds publics sur l'activité des ONG va également de pair avec la nécessité d'une opération, d'une comptabilité et d'une traçabilité irréprochables. Bien que de ce point de vue-là, on tombe parfois dans l'excès, la bureaucratie pouvant aussi être un frein à nos activités.



**Théodore Thiébaud**

Responsable des partenariats privés pour Médecins du Monde, ONG médicale de solidarité internationale créée en 1980 par Bernard Kouchner, qui soigne les plus démunis en France et à l'étranger, notamment les populations les plus vulnérables souvent victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles.

### Quel est le profil type des donateurs de Médecins du Monde et quelle part de votre budget annuel représentent-ils respectivement ?

Les bailleurs publics sont les plus importants : plus de 50 % d'un budget total approximatif de 110 millions d'euros en 2021. Il peut s'agir de l'Union européenne, d'agences de l'État français comme l'Agence française de développement ou le Centre de crise et de soutien, ainsi que des collectivités territoriales. Le reste provient des collectes de fonds auprès du grand public et de personnes morales. Dans cette dernière catégorie, on distingue toutes sortes d'entités, depuis les fonds de dotation aux fondations d'entreprise en passant par les PMI et PME.

### Quelles sont les tendances d'investissement en provenance de ce secteur privé ?

On voit de plus en plus de consortiums de fondations d'entreprises se constituer. C'est une bonne chose. Elles souhaitent démultiplier l'impact de leur investissement en s'associant à d'autres mécènes. Par ailleurs, de plus en plus d'entreprises associent leurs dons à une stratégie commerciale : « tel pourcentage de votre achat sera reversé à telle ou telle association », « lorsque vous avez recours à nos services, vous aidez telle autre », et ainsi de suite. Ce sont des financements supplémentaires tout à fait légitimes qui permettent de mener nos missions à bien, mais on sort du domaine du don (NDLR :

Extrait de l'article 200 du Code général des impôts : « Ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant les sommes prises dans la limite de 20 % du revenu imposable qui correspondent à des dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou

produits, effectués par les contribuables domiciliés en France [...] au profit : a) De fondations ou associations reconnues d'utilité publique [...], b) D'œuvres ou d'organismes d'intérêt général ayant un caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, humanitaire, sportif, familial,

culturel, ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique [...], c) Des établissements d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif [...] »

Fonds de dotation : outil de financement au service de la

celui qui donne droit à l'entreprise à l'abattement fiscal). Il faut prendre ces échanges de bons procédés pour ce qu'ils sont.

Les dons des particuliers sont à la hausse depuis la pandémie de covid et le début de la guerre en Ukraine. Pourvu que ça dure ! (NDLR : selon le Baromètre 2021 de la générosité en France réalisé par Novos, la valeur des donations des Français avait augmenté de 4,5 % bien que le nombre de nouveaux donateurs ne cesse de décroître). Enfin, c'est plus difficile à chiffrer mais on observe une véritable croissance des exigences humanitaires des collaborateurs d'entreprises, qui influent de façon pérenne sur les prédispositions de celles-ci à poursuivre leur politique de mécénat ou à en établir une.

### Pourquoi les entreprises vous soutiennent-elles ?

Elles souhaitent bien sûr rendre nos sociétés plus inclusives dans l'accès aux soins. Médecins du Monde est en outre dans une position telle que nous pouvons monter des projets et chercher des fonds a posteriori. Nous ne sommes pas dépendants des appels à projets et nombreux sont nos donateurs qui apprécient cette capacité d'indépendance. En France enfin, l'investissement des entreprises est souvent régi par leur territorialité. Nos quatorze délégations sur l'hexagone permettent de capter leur volonté et de coordonner nos actions avec les Agences régionales de santé.

philanthropie et du mécénat, grâce à la capitalisation des dons qu'il reçoit. Il peut être créé par une ou plusieurs personnes physiques ou morales, de droit privé (entreprise, particulier) ou de droit public, sur déclaration en préfecture.



**Fernand Étienne** fut adjoint au maire de la commune de Saint-Jacques-de-la-Lande jusqu'en mars 2020. Impliqué dans l'aménagement du territoire et la protection de l'environnement, ses fonctions relevaient également de la « compétence eau » pour la métropole de Rennes, dont fait partie sa commune.

### Vous avez participé au lancement et à la mise en application de l'aide internationale engagée par la métropole rennaise au travers de projets facilitant l'accès à l'eau, en Palestine notamment. Comment une aide de cette ampleur s'est-elle mise en place ?

Je pense qu'il faut revenir quelques années en arrière et comprendre, avant tout, que la métropole de Rennes a souhaité, dès le début des années 2000, se réapproprier la gestion de l'eau sur son territoire. Elle était officiellement soustraite à Véolia jusqu'en 2014, date à laquelle la loi MAPTAM (NDLR : loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

qui clarifie les compétences et renforce la gouvernance des métropoles de plus de 400 000 habitants) a définitivement permis le transfert de la gestion de l'eau à la collectivité. Nous parlons ici de la production et de la distribution de l'eau potable, depuis son captage à la source jusqu'à son acheminement aux citoyens en passant par son traitement. Les enjeux ne sont pas tout à fait les mêmes selon que vous confiez ces missions à une entité publique ou à une entité privée. La première, dans notre cas, inscrit sa gestion dans le temps, croise des données relatives à l'épuisement ou au renouvellement de ses ressources et à la croissance démographique de la moitié de l'Ille-et-Vilaine tandis que la seconde, au risque de simplifier, n'a pas forcément intérêt à ce que la consommation baisse. C'est un premier point clef car la réattribution de la compétence eau procure à la métropole rennaise la légitimité et la connaissance nécessaires à ses actions internationales. Le syndicat Collectivité eau du bassin rennais (CEBR), organe politique et stratégique, créé en 2014, répond ainsi de la gestion de l'eau de 75 communes (NDLR : soit près de 500 000 habitants) et confie à la Société publique locale (SPL) Eau du bassin rennais l'opération du réseau d'eau. Suivant le principe de la Loi Oudin-Santini, par ailleurs, la métropole de Rennes peut allouer jusqu'à 1 % de ses recettes (NDLR : sur les factures d'eau) à des projets d'aide internationale. Les aspects techniques et financiers justifiés et officialisés, il faut enfin comprendre que le troisième volet de cette aide internationale est ▶

Coopération décentralisée : dans le cadre de projets humanitaires, se dit des accords signés entre des collectivités territoriales françaises et leurs équivalents dans le pays où sera déployé le projet, les fonds provenant des collectivités territoriales et de leurs partenaires français.

Bombe à sous-munition : un conteneur transportant de nombreux autres projectiles explosifs, de taille plus réduite, dites « sous-munitions », largués depuis les airs, dont la frappe est peu précise et qui touchent généralement les populations civiles.



éminemment politique. C'est un choix militant, assumé, des élus locaux et des élus de l'eau, c'est-à-dire d'une soixantaine de personnes de bords politiques différents, qui sont convaincus qu'il faut aider le peuple palestinien sur la question de l'eau, intrinsèquement liée au conflit israélo-palestinien. C'est un sujet sensible et l'approbation à l'unanimité a toujours été le mot d'ordre si nous voulions entreprendre ces actions.

### Quels sont la genèse et le statut de ce projet initié en Palestine ?

Nous nous sommes rapprochés de HAMAP, une ONG qui pouvait témoigner d'une connaissance certaine du terrain et dont l'« expertise eau » complétait la nôtre. Ils ont pointé du doigt Beitunia, une commune non loin de Ramallah, en Cisjordanie, dont les problématiques d'accès à l'eau s'entrechoquaient avec une extension démographique forte. L'eau y était disponible deux demi-journées par semaine, le réseau de distribution ne suivait pas et sa gestion par quartier était inefficace. Un litre d'eau sur deux n'arrivait pas au compteur, c'est dire la vétusté et la complexité du problème soulevé en 2015. Une fois l'engagement financier de la métropole de Rennes obtenu, HAMAP a pu soumettre le projet à l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et au ministère des Affaires étrangères, qui ont complété l'enveloppe d'aide internationale. On peut

être fiers de ce projet, qui en est actuellement à sa quatrième extension et dont le budget avoisine aujourd'hui les 800 000 euros annuels, dont 130 000 euros proviennent directement de la CEBR. L'Agence française de développement est désormais impliquée.



**Stanislas Bonnet**, directeur des financements institutionnels pour Handicap International-Humanité & Inclusion, association de solidarité internationale créée en 1982, qui vient en aide aux populations vulnérables et répond plus particulièrement aux besoins essentiels et spécifiques des personnes handicapées afin d'améliorer leurs conditions de vie et de les aider à s'insérer dans la société.

### Outre ses projets menés dans une soixantaine de pays, Handicap International met l'accent sur ses actions de plaidoyer. Dans quel but et quels en sont les résultats escomptés à ce jour ?

Nos actions humanitaires sont principalement financées par des bailleurs de fonds institutionnels (NDLR : 70 % des 221 millions d'euros de budget de l'association proviennent en 2021 d'agences de l'Union européenne ou des Nations unies ainsi que de gouvernements). Ainsi, la pérennité de notre travail réside dans notre capacité à mettre à profit notre connaissance du terrain pour influencer sur la construction même des politiques d'aide qui définissent les appels à projets auxquels nous répondons. À ce titre, nous fêtons cette année les 25 ans de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. C'est une victoire importante à laquelle nous avons activement contribué avec le soutien de certains des pays signataires. Nous redoublons aujourd'hui d'efforts pour mettre fin aux bombardements en zones peuplées et partons d'un constat simple et terrifiant : 10 % des victimes de la Première Guerre mondiale étaient civiles, 90 % militaires ; au XXI<sup>e</sup> siècle, quel que soit le conflit, ce rapport s'est inversé. Outre les engins explosifs tels que mortiers, missiles et roquettes, les bombes à sous-munition y sont aussi utilisées, et nous communiquons donc en ce sens : elles tombent sans précision sur le champ de bataille et touchent essentiellement des populations civiles. Un tiers d'entre elles n'explosent pas dans l'instant, laissant à plus tard morts et mutilations, lorsque les populations repeuplent la zone. En 2008, fut heureusement adoptée la Convention sur les armes à sous-munitions visant au désarmement et à l'interdiction totale de l'emploi, de la production, du

stockage et du transfert de cette catégorie d'armes... mais des pays comme les États-Unis ou la Chine ne l'ont pas signée. Nous poursuivons donc nos efforts de plaidoyer.

### Comment se concrétisent ces efforts à l'échelle d'un pays, avant que de telles conventions internationales voient le jour ?

Dans le cadre des appels à projets, localement, nous intervenons avec des organisations locales mais aussi des ministères (Santé, Éducation, etc.) Ainsi, nous promouvons par exemple l'éducation inclusive auprès d'un ministère compétent afin que les enfants handicapés puissent aller à l'école ordinaire et travaillons à ce que les normes en vigueur dans le pays évoluent de sorte que notre action ne s'arrête pas à la fin du mandat de nos interlocuteurs. Un autre exemple parlant consiste à prendre la parole devant l'Assemblée nationale ou un ministère des Affaires étrangères lorsque nous en avons l'occasion. Ce n'est pas anodin d'arriver devant ce genre d'audience avec des cartons entiers de pétitions signées par les citoyens. On se fait généralement entendre...

### Handicap International travaille également « sur l'urgence »...

Oui, tout à fait. C'est le cas récemment en Ukraine, au Yémen ou encore au Pakistan. Nous pouvons intervenir en urgence immédiatement grâce aux moyens financiers que nous apportent les donateurs individuels qui nous soutiennent. Ces actions pourront s'inscrire par la suite dans le cadre d'un appel à projets financé par des bailleurs de fonds. Il nous est toujours plus facile d'intervenir dans l'urgence dans les pays où nous avons déjà des équipes en place. Nous sommes bien entendu plus légitimes, aussi, lorsque nous connaissons le terrain.



**Augustin Roncin**, cofondateur de l'ONG *Ukrainian refugees assistance* (URA).

### Comment est née URA ?

Nous sommes cinq copains ayant habité Kiev avant la guerre, tous passionnés par ce pays, sa culture et son idéal de liberté collective. Lorsque les hostilités ont commencé le 24 février dernier, nous ne pouvions pas rester les bras croisés. Nous avons organisé un premier convoi de huit véhicules utilitaires transportant le fruit de collectes de nourriture et produits de première nécessité, organisées en France avant notre départ. Les dons financiers de nos proches nous ont permis de payer l'essence. On a tout déchargé dans un centre logistique humanitaire à la frontière polonaise, et on s'est rendus dans un centre du groupe de distribution Tesco à Przemysl, reconverti pour l'occasion en lieu d'accueil et de soutien aux réfugiés ukrainiens, et puis on a écrit « Paris » sur de grandes pancartes... ceux qui le souhaitaient pouvaient faire le trajet retour avec nous. Une vingtaine de personnes déplacées ont saisi cette opportunité, pour la plupart des gens qui avaient des contacts en France ou dans d'autres pays européens sur notre route, qui pouvaient les accueillir. Notre action avait compté. Nous devions poursuivre ! On a déposé les statuts de l'association en préfecture dès notre retour et constitué une équipe de membres actifs d'environ dix bénévoles.

### Comment s'est organisée l'aide de URA après ce premier voyage ?

Nous avons progressivement monté un réseau de 55 véhicules qui, pendant deux mois, portaient chargés de vivres et autres biens de première nécessité, et revenaient en France avec des réfugiés. On a laissé de côté l'idée d'envoyer des bus, car les conducteurs des convois de petite taille étaient vraiment la clef de voûte de cette organisation. Ils créaient des liens avec les réfugiés sur le trajet retour et servaient d'intermédiaire avec les familles d'accueil en France. Un élan de solidarité nous a vraiment portés durant ces premiers mois : les donateurs généreux en France, les conducteurs investis dans leur mission, les auberges de jeunesse sur la route qui offraient le gîte et le couvert aux réfugiés. Cela nous a permis de ramener 165 réfugiés en Europe occidentale, dont deux tiers en France. Peu à peu cependant, nous nous sommes rendu compte que nous n'avions pas les compétences pour transporter des personnes souffrant de vrais traumatismes psychologiques. Elles étaient naturellement de plus en plus nombreuses à mesure que les bombardements s'intensifiaient sur des villes comme Marioupol ou Chernihiv. Seules des structures spécialisées peuvent accueillir et accompagner ces victimes de guerre.

### Sur quelles actions concentrez-vous désormais vos efforts ?

Avec une chaîne logistique s'étendant de la France aux arrières du front, nous acheminons aujourd'hui des poids lourds chargés de denrées alimentaires. Chaque convoi transporte une trentaine de palettes qui nous sont remises par la Banque alimentaire. Nous remettons ensuite ces denrées à des ONG ukrainiennes en qui nous avons confiance et qui organisent des maraudes dans les zones libérées mais sinistrées comme Izium, Iripin ou Boutcha pour distribuer le chargement à la population civile sur place. Nous achetons et expédions aussi à notre partenaire local *FrontLine.Care* du ►

### Protection temporaire (source : service-public.fr)

Les personnes concernées sont les étrangers non européens qui fuient massivement leur pays ou leur région d'origine et qui ne peuvent pas y retourner, en raison notamment d'un conflit armé ou de violences ou parce qu'ils sont

victimes de violations graves et répétées des droits de l'homme. Le dispositif est décidé pour une période d'un an et peut être prolongé de deux ans maximum. Depuis le 3 mars 2022, les pays de l'Union européenne ont accordé le statut de « protection temporaire » aux Ukrainiens fuyant leur

pays en guerre. Les ressortissants ukrainiens reçoivent ainsi l'autorisation provisoire de séjour qui leur permet d'exercer une activité professionnelle.



matériel de première urgence (NDLR : *garrots, gazes hémostatiques, patches anti-brûlures, etc.*) pour qu'ils constituent des troussees de premiers soins de qualité. Nous acheminons des pastilles de purification de l'eau et travaillons à la mise en place d'un projet de réseau d'osmose inverse (NDLR : *système de*

*purification par filtrage fin ne laissant passer que les molécules d'eau*) qui nous permettrait de redonner à une collectivité locale le contrôle de son approvisionnement. Nous recherchons également des entreprises du bâtiment en Europe centrale, qui seraient sensibles à la cause ukrainienne et fourniraient

gratuitement des matériaux permettant aux populations de reconstruire localement. Nous menons enfin des opérations « bol de riz » avec certaines écoles françaises dans lesquelles nous intervenons pour sensibiliser les élèves à l'engagement bénévole, et qui acceptent ponctuellement de simplifier leur offre alimentaire pour nous verser les économies que ce repas frugal a générées.

### Quelles sont vos principales sources de financement ?

90 % des dons que nous recevons proviennent de contributeurs privés, environ 500 personnes à ce jour, et tandis que près de 250 autres nous ont donné de leur temps. Les mairies ont également été très réactives. En Ardèche, où le bouche-à-oreille a fait des miracles, nous avons pu compter sur la mise à disposition d'un entrepôt de stockage et sur un relais de communication entre collectivités puisant. On a toujours été dans l'action et je pense que les gens nous ont aussi fait confiance pour cela. Dès le début, les dépenses en essence incombaient aux conducteurs bénévoles, on ne les défrayait que des coûts incombant directement aux réfugiés (hébergement et nourriture). Il n'a pas été rare, non plus, que nous redirigions des donateurs vers d'autres ONG amies ayant un projet d'aide plus spécifique « de terrain », comme l'achat de poêles à bois ou de groupes électrogènes en Ukraine. La question du financement et de la pérennité de l'association ne s'est posée que depuis la rentrée avec la baisse des contributions des particuliers. Et nous souhaitions poursuivre nos actions, bien sûr ! ■